

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 7 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEMAG**

Pole d'activités Yvon Morandat  
1480 avenue d'Arménie  
13120 Gardanne

Référence : D-2025- 0704 -AIX-2025  
Code AIOT : 0006401124

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R.515-70 du Code de l'environnement doit être mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018.

En l'absence de référentiel spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023), constitue le référentiel du réexamen.

Dans ce cadre, un contrôle a été effectué afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation, notamment sur le volet risque chronique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux autorisée pour 53 000 tonnes/an

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Programme de surveillance eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.2 .2	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Indisponibilité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
2	Conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet
5	Débit des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24	Sans objet
7	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet
8	Envois voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.4.4.1	Sans objet
10	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du dossier de réexamen IED transmis le 06/10/2025 et des inspections réalisées le 01/07/2025 et 14/10/2025, nous prenons acte de la déclaration de l'exploitant selon laquelle l'exploitation de ses installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) et prescriptions relatives aux dispositions de l'AMPG ISDND applicables.

L'inspection des installations classées constate, que l'exploitant ne dispose pas d'un schéma complet de tous les réseaux d'eaux (pluviales, sanitaires, incendies) et d'un plan des égouts sur lequel apparaissent les dispositifs connexes utiles au fonctionnement de ces réseaux. L'exploitant doit remédier sous 1 mois à cette insuffisance, en rassemblant ces informations.

De plus, l'exploitant doit transmettre sous 1 mois, un plan de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Indisponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de pré-traitement des lixiviats est actuellement exploitée par la société SERPOL. Un technicien contrôle régulièrement le fonctionnement de l'unité. Une supervision à distance permet également de mettre en sécurité l'installation à distance.</p> <p>Le personnel est formé et apte à effectuer des maintenances préventives et/ou correctives.</p> <p>Si l'unité est indisponible et/ou ne respecte pas les seuils de rejets vers la station d'épuration, les bassins de lixiviats sont en capacité de stocker les effluents jusqu'à ce que l'unité fonctionne de nouveau.</p> <p>En cas d'indisponibilité prolongée, le lixiviat peut-être ponctuellement évacué pour un traitement externe dans les filières adaptées et agréées.</p> <p>L'Unité de Valorisation du biogaz est actuellement exploitée par la société SARPITHINKTECH. Le fonctionnement de l'unité est contrôlé à distance via la supervision et des remontées d'alertes.</p> <p>Le personnel est formé et apte à effectuer des maintenances préventives et/ou correctives.</p> <p>Si le moteur est indisponible, la torchère prend le relai pour assurer le dégazage du massif. Un registre des arrêts du moteur est tenue à jour avec des rapports détaillés et un registre des faits marquants est également tenu à jour.</p> <p>Les rejets atmosphériques sont contrôlés 2 fois par an sur chaque équipement (moteur et torchère) : 1 mesure annuelle et un contrôle inopiné ou comparative.</p>

En cas de non-conformité, un plan d'action est engagé et une analyse après travaux permet d'attester d'un retour à un fonctionnement nominal.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Conception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;</li> <li>-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>-respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li> <li>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ISDND de la Malespine possède deux bassins de rétention d'ERI (Eau de ruissellement interne) qui récupèrent les eaux de pluie s'écoulant sur le site. Ces eaux peuvent être utilisées pour l'arrosage des pistes afin d'éviter la propagation de poussières. L'eau potable du site (eau du canal de provence potabilisée) est dédiée uniquement à la consommation humaine.</p> <p>La gestion des eaux de pluies et leur récupération dans les bassins permet de réduire le phénomène de percolation d'eau de pluie dans le massif à déchet et de réduire la production de lixiviats.</p> <p>Conformément aux prescriptions réglementaires et aux seuils des VLE, chaque année, diverses analyses sont réalisées dans les bassins ERI. Concernant les lixiviats, ils sont analysés tous les mois et des analyses complètes sont réalisées tous les trimestres. L'installation de pré-traitement des lixiviats permet l'abattement d'un certain nombre de paramètres et le respect des VLE.</p> <p>Concernant les eaux de voiries, ces dernières passent par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial. Le séparateur est contrôlé et curé annuellement.</p> <p>Les eaux grises des vestiaire et bureaux sont regroupées dans une fosse septique correctement dimensionnée et entretenue chaque année. Concernant les rejets atmosphériques, ceux-ci sont canalisés (moteur et torchère) et analysés pour s'assurer du respect des VLE.</p> <p>Les lixiviats sont collectés par pompage et stockés dans des bassins étanches prévus à cet effet. Ils sont par la suite pré-traités et envoyés en station d'épuration.</p> <p>Les boues issues du pré-traitement sont collectées dans une benne étanche et sont transférées dans un centre de traitement adapté et agréé. Les substances chimiques présentes sur l'ISDND de la Malespine sont répertoriées dans un tableau qui précise le nom, le lieu de stockage et la contenance de chacune d'entre elles. Les produits chimiques sont stockés sur rétention. Un classeur répertoriant également les fiches de données de sécurité est consultable à tout moment</p>

<p>sur demande.</p> <p>En cas de déversement accidentel, le site est équipé de produit absorbant facilement transportable jusqu'au lieu de l'incident. L'évacuation des déchets souillés, le cas échéant, est à faire dans des filières adaptées et agréées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme contrôle biogaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le prestataire en charge de l'unité de valorisation du biogaz contrôle et maintien les différents organes de l'unité de valorisation (suivi notamment des prescriptions constructeur pour le moteur). L'exploitant a transmis un plan de maintenance précisant l'ensemble des organes vérifiés et changés.</p> <p>Les résultats des contrôles/analyses sont présents dans le bilan annuel de l'ISDND de la Malespine.</p> <p>Les instruments de mesure sont étalonnés une fois par an, tandis que l'analyseur des biogaz est calibré chaque trimestre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme contrôle biogaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>

**Constats :**

Des cartographies des émissions diffuses sont réalisées tous les 3 mois. Chaque cartographie est analysée et donne lieu à l'établissement d'un plan d'action régulièrement suivi. Les cartographies sont présentées dans le rapport d'activité annuel et transmises avec les plans d'actions chaque trimestre à l'inspecteur des installations classées. Un bilan de fonctionnement du réseau de captation du biogaz a été établi en réponse à l'APC du 25/06/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Débit des effluents gazeux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Débit des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.

**Constats :**

L'exploitant dispose du rapport du Bureau d'études Véritas en date du 19/12/2024 (intervention du 18/11 au 20/11/2024).

Ce rapport indique les concentrations et flux pour les différents paramètres analysés concernant les rejets atmosphériques du moteur et de la torchère.

Les rapports précisent la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limite. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Programme de surveillance eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement et consommation eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.

Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des

installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore mis en place un suivi des consommations d'eau.  L'exploitant s'engage à mettre en place un suivi des consommations d'eau en 2025.  La consommation d'eau "potable" du site est faible (alimentation partagée avec les activités voisines (BRONZO et DURANCE GRANULATS). L'exploitant prévoit d'installer un compteur individuel pour mesurer précisément le volume d'eau potable consommé.</p> <p>L'eau pluviale stockée dans le bassin ERI est utilisée en partie en interne pour l'arrosage des pistes.  L'exploitant en 2025, va comptabiliser et enregistrer les volumes utilisés à chaque remplissage de la tonne à lisier utilisé pour l'arrosage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre sous 1 mois le programme de surveillance qui sera mis en place pour comptabiliser les prélèvements et les consommations des différentes eaux de l'installation (eaux sanitaire et pluviales). Il veillera à intégrer le bilan dans son rapport annuel accompagner d'une analyse des résultats observés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Bilan énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation et production énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;</li> <li>ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;</li> <li>iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation.</li> </ul> <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>



**Constats :**

La production d'énergie du fait de la valorisation du biogaz est suivie.

Un suivi des consommations de GNR pour les besoins de l'exploitation est fait mensuellement.

Les consommations électriques du site sont reportées sur les factures mensuelles.

Tous ces éléments sont formalisés dans un bilan énergétique. Le résultat du bilan énergétique pour les années 2023 et 2024 est positif. Par exemple en 2024 l'installation a généré une production d'énergie excédentaire de 2.3 gigawatts.

L'étude technico-économique et environnementale n'a pas été réalisé du fait que le biogaz est déjà valorisé pour la production électrique et valorisation thermique.

Cependant, l'exploitant informe que la pérennité de la valorisation du biogaz n'est pas assurée.

D'une part l'ISDND est petite avec un tonnage limité à 53 000 tonnes/an et une typologie de déchets qui est de plus en plus difficilement biodégradable entraînant un biogaz peu chargé en méthane. De plus les conditions économiques favorables à la valorisation électrique du biogaz vont évoluer, entraînant des incertitudes sur les tarifs de rachats.

En cas d'arrêt de la valorisation électrique des biogaz pour 2026, au préalable l'exploitant s'engage à transmettre une étude argumentée et chiffrée pour démontrer l'obligation de cet arrêt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Envois voies de circulation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.4.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Envois

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses : • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, • Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin, • les surfaces où cela est possible sont engazonnées, Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci. • les pistes d'accès au casier qui ne sont pas pourvu d'un revêtement doivent être régulièrement arrosées de façon à diminuer les émissions de poussières ; • les véhicules accédant au site doivent être conçus et équipés pour éviter tout risque d'envol de leur chargement, ou tout épandage de liquide (transport de boues notamment)

**Constats :**

L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions énumérées pour lutter contre les envois :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules est obligatoire (décrotteur prévu à cet effet),
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- les pistes d'accès au casier qui ne sont pas pourvus d'un revêtement sont régulièrement arrosées de façon à diminuer les émissions de poussières ;
- les véhicules accédant au site doivent être conçus et équipés pour éviter tout risque d'envol de leur chargement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, notamment pour le casier de stockage des déchets en relation avec les phases successives de son exploitation, - les ouvrages de toutes sortes (bassins d'orage, tampon, vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de cartes avec plusieurs réseaux (ERI, incendie, lixiviats), mais à ce jour il manque des informations, tel que les ouvrages de toutes sortes (bassins d'orage, tampon, vannes, compteurs...). L'exploitant s'engage à compléter les cartes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre sous 1 mois, un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts faisant apparaître tous les dispositifs connexes nécessaires au fonctionnement des réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Entretien et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents et des lixiviats en particulier sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

L'ensemble des ouvrages de stockage et de traitement des effluents liquides est étanche et fait l'objet de contrôles à l'issue de leur mise en œuvre.

Des interventions régulières sont programmées, pour curer les bassins et effectuer des contrôles d'étanchéité des géomembranes.

Suites à ces contrôles des réparations sont entreprises, pour garantir la pérennité des ouvrages.

**Type de suites proposées :** Sans suite